



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 3907

Texte de la question

FINANCES PUBLIQUES

M. le président. La parole est à M. Jérôme Bignon, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jérôme Bignon. Ma question s'adresse à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État.

Dépenser moins, dépenser mieux, voilà l'action à laquelle notre majorité s'est attelée grâce à de nombreuses réformes structurelles depuis 2007. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Jean Glavany. Ah oui ?

M. Jérôme Bignon. Je pense notamment à la réorganisation des services de l'État, qui a permis le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux tout en garantissant un service au public effectif et efficient. *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

Et voilà que, avec la campagne électorale, certains voudraient que la France remette en cause ce mouvement de lutte contre les déficits et la dette.

En effet, la semaine dernière, un candidat marchand de sable est passé et nous a livré son programme.

Beaucoup de nouvelles dépenses : remise en cause de la réforme des retraites, arrêt du " un sur deux ", contrats d'avenir, création de 60 000 postes, contrats de génération... *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Michel Ménard. Vous l'avez appris par coeur !

M. Jérôme Bignon. J'en oublie probablement ! À côté de cela, les Français n'ont entendu aucune proposition pour réduire les déficits. Dépenser, dépenser, ça, vous savez faire !

M. Henri Emmanuelli. Vous aussi ! Et vous ne vous en êtes pas privés !

M. Jérôme Bignon. Il est pourtant essentiel pour notre pays de poursuivre ses efforts, pour nos enfants d'abord, mais aussi pour la France, car la parole de la France est engagée auprès de nos partenaires européens. Ceux-ci ont d'ailleurs récemment décidé de renouveler leur engagement à lutter contre les déficits et à mettre en place des mesures structurelles pour favoriser la croissance.

M. Henri Emmanuelli. Trop tard !

M. Jérôme Bignon. Ce matin, récidive : au cours d'une intervention de François Hollande sur une radio, qu'apprend-on ? *(Protestations sur les bancs du groupe SRC.)* Je le cite, écoutez-le : " S'il n'y a pas de croissance, nous ne tiendrons pas les objectifs de réduction des déficits publics. "

M. Jean Glavany. Vous non plus !

M. Jérôme Bignon. J'aurais préféré entendre : " S'il n'y a pas de croissance, on réduit les dépenses. " Le masque tombe, la vérité éclate : la gauche revient à ses vieilles lunes, dépenser, dépenser et encore dépenser sans jamais compter ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Huées sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député, il y a effectivement trois sujets d'inquiétude majeure dans les propos récents de François Hollande. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Le premier concerne le pacte de discipline budgétaire et de solidarité au sein de la zone euro qui vient d'être approuvé, hier, par vingt-cinq pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Ce pacte est de nature est de ramener la confiance dans la zone euro parce que tous les pays européens s'engagent à respecter une discipline budgétaire et une règle d'or. (*Mêmes mouvements.*)

M. Jean Glavany. Quelle pitrerie !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. François Hollande dit qu'il renégociera ce pacte, qu'il ne l'accepte pas. Il prend le risque de déstabiliser la zone euro. C'est très grave. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Le deuxième sujet d'inquiétude concerne la réduction des déficits publics. Nous sommes sur un chemin de désendettement et de réduction des déficits. (*Même mouvement.*)

M. Philippe Briand. Très bien !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Nous avons une trajectoire. C'est le retour à l'équilibre en 2016.

M. Jean Glavany. Ben voyons !

M. Pierre-Alain Muet. Vous avez doublé le déficit en dix ans !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Aujourd'hui, que nous dit François Hollande ? " Si la croissance n'est pas au rendez-vous, je ne tiendrai pas cet engagement de la France. " (*Huées sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Eh bien, nous, ces engagements, nous les avons tenus, y compris cette année, en 2011 au moment où la conjoncture devenait plus morose.

M. Philippe Briand et M. Franck Riester. Très bien !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Nous les avons tenus et nous sommes même en avance.

M. Philippe Briand. Très bien !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. François Hollande prend le risque de faire perdre la parole de la France, sa crédibilité ; c'est très dangereux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Huées sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean Glavany. Quelle arrogance !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Troisième sujet d'inquiétude, le chômage. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean Glavany. C'est un comble ! Le chômage a explosé sous ce gouvernement !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Nous avons aujourd'hui 150 000 chômeurs de plus. Nous devons baisser le coût du travail en France pour créer de l'emploi.

Que propose François Hollande ? La suppression d'une partie des allègements de charges Fillon sur les bas salaires et la hausse de la CSG salariale et patronale pour financer le retour de la retraite à soixante ans. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jean Glavany. Nul ! Ça suffit !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Il prend le risque de sacrifier l'emploi en France ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean Glavany. Aucun respect du Parlement ! Et le président Accoyer laisse faire : bravo !

Données clés

Auteur : [M. Jérôme Bignon](#)

Circonscription : Somme (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3907

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 2 février 2012